

Je me réjouis de participer à ce débat, monsieur l'Orateur, surtout à cause de la nature du document que nous étudions. En effet, le discours du trône est un document positif, constructif, riche de grandes promesses pour tous les Canadiens. Ce discours, il occupera une place marquante dans l'histoire des Canadiens de l'Ouest, c'est un discours historique parce qu'il engage le Canada à suivre l'esprit de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest et à réaliser pleinement les objectifs essentiels fixés à Calgary en juillet dernier.

La conférence de l'Ouest, conçue et convoquée par le gouvernement actuel et surtout par le premier ministre (M. Trudeau), a permis à l'Ouest de faire connaître à tous les Canadiens ses préoccupations fondamentales, et cela était essentiel. Le gouvernement du Canada et tous les Canadiens regardaient et écoutaient, apprenant beaucoup de cette vaste région de l'Ouest qui n'avait peut-être jamais été pleinement comprise auparavant. Les griefs, les injustices, le mécontentement, ce sentiment d'isolement sont fondés. Dans l'Ouest canadien, les problèmes s'accumulent depuis longtemps. Et cela remonte très loin et implique toute une série de gouvernements aux couleurs politiques diverses.

Revenons à ce qui s'est passé à la Chambre il y a un peu plus d'un an. Le discours du trône de janvier 1973 qui ouvrait la première session de cette législature marquait une victoire remarquable pour les Canadiens de l'Ouest dans leurs efforts en vue de se donner un nouveau rôle au sein de la Confédération. Ce discours du trône relevait fondamentalement les problèmes qui sont à l'origine de leur mécontentement—pour la première fois dans l'histoire du pays on les reconnaissait d'une façon officielle et concrète. En outre, dans ce discours du trône le Canada s'engageait à prendre des mesures au sujet de ces problèmes et la première étape devait être une conférence sur les possibilités de développement économique dans l'Ouest.

Le premier ministre a invité les premiers ministres de l'Ouest à se réunir pour discuter avec lui et avec d'autres représentants du gouvernement canadien des mesures fondamentales qui s'imposaient afin de donner à l'Ouest la place qui lui revient au sein de la grande nation qu'est le Canada. Au cours de la préparation de cette réunion historique, le gouvernement s'est attaché à faire ressortir tous les aspects des problèmes que présentent les ressources de cette région. On a consacré littéralement des centaines d'heures-hommes à ce travail; presque tous les ministères et organismes du niveau national y ont participé.

Et pourquoi, monsieur l'Orateur? Parce que ce gouvernement-là, le gouvernement Trudeau, était résolu, il l'est encore d'ailleurs, à connaître les origines obscures de ce phénomène que nous appelons l'aliénation de l'Ouest pour s'attaquer à ses causes réelles en vue de les supprimer. Comme le premier ministre l'a si bien dit en parlant de cette initiative fédérale, aucun autre programme, si ce n'est en temps de guerre, n'avait à ce point occupé le temps du gouvernement canadien, fait appel à ses talents et à ses ressources. Le discours du trône confirme notre dévouement et il témoigne du travail qui continue à se faire.

● (1250)

La conférence de Calgary a porté sur une vaste gamme de questions: Le besoin d'institutions financières sensibles aux besoins régionaux; le besoin de décentralisation par le gouvernement lui-même; le besoin d'un secteur agricole stable et productif; le besoin de diversifier les activités économiques dans l'Ouest et d'établir une nouvelle assise industrielle à partir des grandes ressources et de l'énergie

*L'Adresse—M. Lang*

de l'Ouest; et le besoin de développer un système juste et impartial de transport. Nous avons fait de gros progrès dans tous ces domaines depuis juillet dernier, et le discours du trône révèle d'autres initiatives en ce moment.

Nous sommes en train de mettre en œuvre une nouvelle politique nationale. La tâche n'est pas aisée. Ce n'est pas facilement ni sans peine que l'on trouve des solutions après près d'un siècle de mécontentement dans l'Ouest. Sinon, certains gouvernements conservateurs d'autrefois les auraient peut-être trouvées et mises en application. Les conservateurs semblent toujours avoir le remède sûr, rapide, simple et fait sur mesure, du moins lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir et qu'ils n'ont pas la responsabilité d'essayer de faire du bon travail.

Il serait assez intéressant, je crois, de remonter à juillet 1973 et de voir où nous en sommes, depuis sept mois et demi, sur le plan des problèmes et des initiatives en matière économique dans l'Ouest. En tant que citoyen de l'Ouest, je suis très heureux de voir les progrès qui ont été effectivement réalisés, de façon concrète et tangible, et de me tourner vers l'avenir pour considérer les grands objectifs que fait ressortir le discours du trône.

A Calgary, nous avons parlé de décentralisation. Nous en voyons la première étape dans le projet de centralisation, en Saskatchewan, du siège social régional du ministère de l'Expansion économique régionale, initiative qui renversera la proportion du nombre des fonctionnaires en poste à Ottawa et ailleurs au pays: environ 70 p. 100 de tous les fonctionnaires de ce ministère seront dispersés par tout le pays. Cette décentralisation n'est pas seulement un projet sur papier, une question de placer des gens dans les régions, mais une initiative qui y transférera la responsabilité réelle des décisions à prendre par l'entremise d'un sous-ministre adjoint qui y sera en poste.

Je pourrais également mentionner que le ministère de l'Industrie et du Commerce a maintenant décentralisé ses opérations dans tout le pays et que d'autres mesures ont été prises dans cette voie. Nous avons également vu un mouvement en faveur d'une banque d'expansion commerciale du gouvernement fédéral qui sera plus sensible aux divers intérêts des régions du pays et qui sera plus efficace si elle est située dans chacune d'elles. Nous voyons également des efforts de la part du ministère des Approvisionnements et Services qui cherche continuellement à décentraliser ses achats dans tout le pays et nous assistons à un mouvement qui cherche à faire participer les provinces au système bancaire du pays grâce à la décentralisation de nos institutions bancaires. On a également fait quelque chose pour pousser plus loin le traitement des ressources avec l'adoption de la loi sur les exportations et les importations qui permettra de s'assurer que nos ressources sortent du pays sous forme de produits finis afin d'encourager notre industrie de transformation. Cela peut présenter un intérêt particulier pour une région aussi riche en ressources que l'Ouest du Canada.

En ce qui concerne la politique en matière de transport, le discours du trône s'engage à mettre fin aux écarts dans les tarifs-marchandises qui défavorisaient les gens de l'Ouest depuis si longtemps. Les efforts réalisés dans cette voie sont près d'aboutir. Un comité fédéral-provincial de fonctionnaires s'est attelé à la tâche depuis juillet dernier et une série de réunions ont eu lieu régulièrement au niveau ministériel sous la direction de mon collègue, le ministre des Transports (M. Marchand). Environ 160 problèmes ou cas de discrimination concernant les tarifs ont été soumis à l'examen de la Commission canadienne des transports. J'ai fait savoir qu'en tant que ministre de la